



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 143 – 1^{er} trimestre 2010

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
1. Synthèse	4
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière	9
<i>Les avoirs des ménages</i>	10
<i>Les avoirs des sociétés</i>	11
3. L'endettement des agents économiques	13
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	14
<i>L'endettement des collectivités locales</i>	15
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	16
4. Les engagements bancaires	17
4.1 Les engagements sectoriels	17
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité	19
5. Rappel des taux	20
5.1 Taux réglementés	20
5.2 Principaux taux de marché	20
5.3 Taux de l'usure	20
6. Monnaie fiduciaire	21
6.1 Emission de billets euros	21
6.2 Emission de pièces euros	21

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor Public sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, LDD et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuille-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia Crédit Local, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Evolution monétaire et financière internationale

L'activité économique mondiale poursuit son redressement entamé depuis le second semestre 2009, grâce aux vastes plans de relance macroéconomique mis en œuvre pour rétablir le bon fonctionnement du système bancaire. La zone euro présente une croissance économique modérée et aux Etats-Unis la reprise demeure fragile dans un contexte de désinflation. L'économie asiatique se caractérise par un regain de croissance au Japon qui bénéficie de la vigueur des exportations et du rebond de la demande intérieure et par une croissance particulièrement soutenue en Chine (+ 11,9 % au premier trimestre 2010).

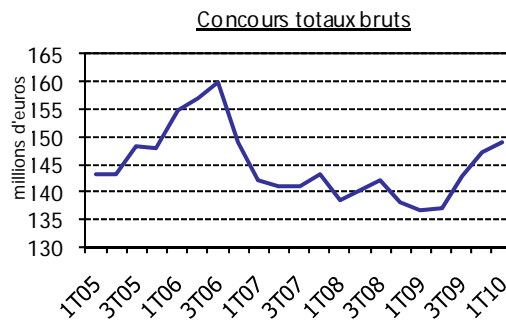
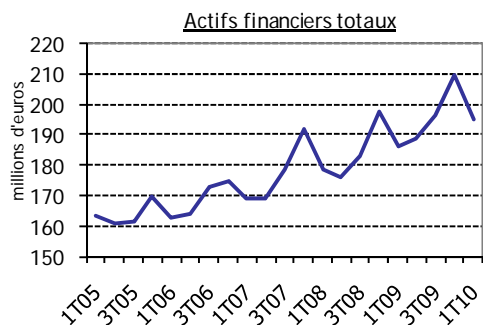
Après avoir affiché un net rebond tout au long de l'année 2009, les principales places financières ont été de nouveau affectées par d'importantes tensions depuis le mois d'avril 2010, conséquence des inquiétudes des marchés face à l'ampleur de l'endettement de plusieurs pays de la zone euro (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne). Pour faire face à cette crise et stabiliser la zone euro, un plan sans précédent de 750 milliards d'euros a été mis en place par l'Union européenne en lien avec le FMI début mai 2010. Il consiste en la création d'un fonds communautaire de 60 milliards d'euros, mobilisable à très court terme pour aider les pays en difficultés, et une garantie de 440 milliards d'euros pour constituer une entité capable de lever des fonds sur les marchés financiers et acheter la dette publique des pays fragilisés. Par ailleurs, le FMI s'est engagé à accompagner ces mesures à hauteur de 250 milliards d'euros sous forme de prêts. En outre, la BCE a adopté des mesures exceptionnelles en intervenant sur les marchés obligataires pour acheter de la dette publique et privée de la zone euro.

Toujours dans le prolongement de la crise financière, le Sénat américain a voté le projet de loi sur la régulation financière qui prévoit notamment d'encadrer la faillite des établissements de crédit sans recourir à l'aide des contribuables, une plus grande supervision des fonds spéculatifs et des produits dérivés ainsi que la création d'un bureau pour la protection financière des consommateurs, chargé de réguler les produits financiers risqués.

Dans ce contexte, l'euro s'est fortement déprécié, notamment par rapport au dollar, et il a retrouvé ses niveaux de 2006 en passant sous la barre des 1,25 euro pour un dollar, après avoir atteint un plus haut de 1,50 en milieu d'année 2008. Les taux directeurs dans la zone euro et aux Etats-Unis sont maintenus à des niveaux planchers, à respectivement 1 % et dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Dans un contexte de baisse généralisée des cours boursiers depuis le mois d'avril, le prix du baril de pétrole est repassé sous la barre des 70 dollars à la mi-mai.

2. Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

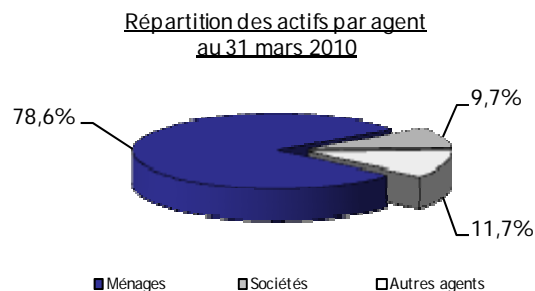
Les actifs financiers continuent de progresser (+4,8 % sur un an). L'encours brut total des crédits à l'économie progresse de 9,0 % et l'amélioration du taux de créances douteuses brutes se confirme (8,4% du total des encours bruts). L'augmentation de l'encours sain (12,0%) est ainsi supérieure à celle de l'encours brut.



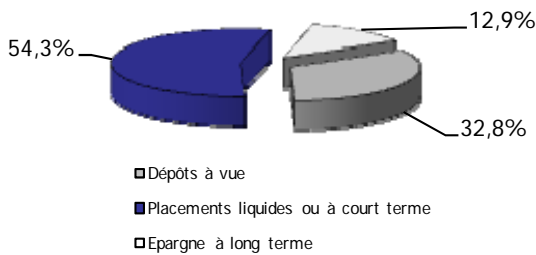
2.1. Progression des actifs financiers de la place

L'ensemble des **actifs financiers** détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon a progressé de 4,8% sur un an pour s'établir à 195,120 millions d'euros à fin mars 2010.

Les ménages détiennent une part prépondérante de ces actifs (78,6%), contre 9,7% pour les entreprises et 11,7% pour les autres agents.



Répartition des actifs financiers par nature
au 31 mars 2010



Les actifs sont principalement constitués de placements liquides ou à court terme (54,3%). Les dépôts à vue représentent 32,8% des actifs, et l'épargne à long terme 12,9%.

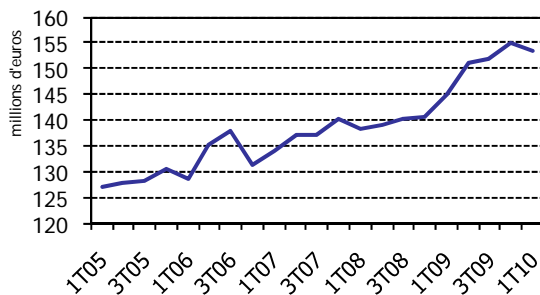
a) Les actifs financiers des ménages

Les actifs des **ménages** (153,259 millions d'euros) enregistrent une hausse de 5,8% sur un an (soit + 8,437 millions d'euros), principalement imputable à l'augmentation de 5,037 millions d'euros des *dépôts à vue*.

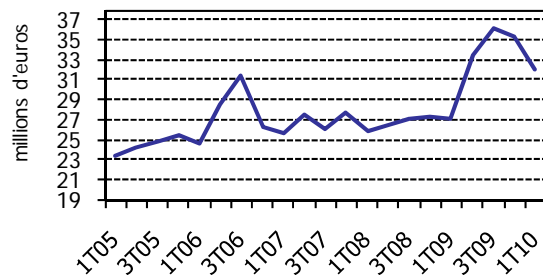
Les *placements liquides ou à court terme* (95,901 millions d'euros) reculent de 6,9% sur un an (après une hausse plus modérée de 2,8% au 4^e trimestre 2009), résultant d'évolutions contrastées : les comptes d'épargne à régime spécial augmentent de 8,247 millions d'euros tandis que les placements indexés sur les taux de marché régressent de 15,331 millions d'euros.

L'*épargne à long terme* (25,252 millions d'euros) progresse de 71,0 % sur un an après 21,7 % au 4^e trimestre 2009 : les OPCVM non monétaires (5,291 millions d'euros) augmentent de 54,1 %, les plans d'épargne logement (2,364 millions d'euros) et les contrats d'assurance vie (17,597 millions d'euros) enregistrent des hausses respectives de 17,3% et de 88,8%.

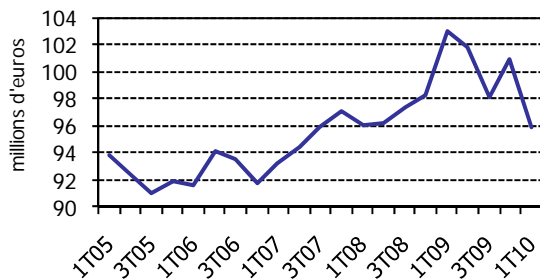
Actifs totaux des ménages



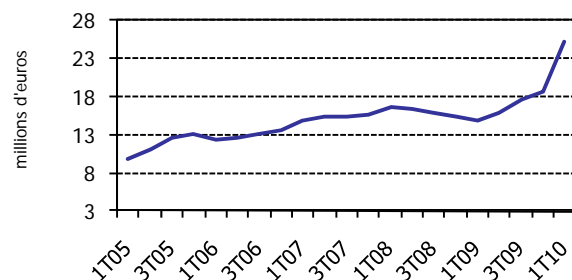
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides ou à CT des ménages



Epargne à long terme des ménages

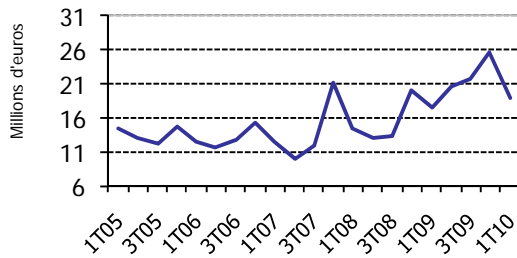


b) Les actifs financiers des entreprises

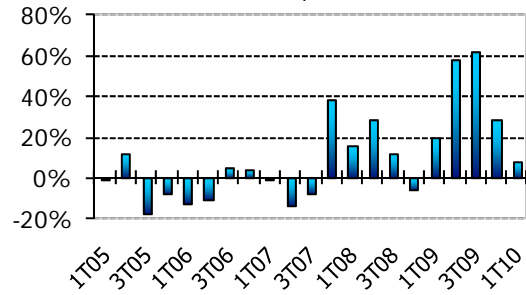
A fin mars 2010, les actifs des **entreprises** s'élèvent à 18,964 millions d'euros et représentent 10% de l'épargne totale des agents de la place.

Les actifs évoluent différemment : les *dépôts à vue* affichent une hausse de 2,846 millions d'euros sur un an, tandis que les *placements liquides ou à court terme* diminuent de 1,342 million d'euros.

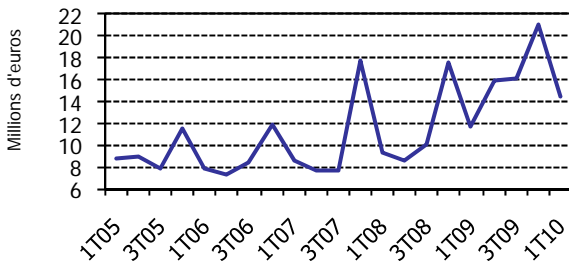
Evolution des actifs des entreprises



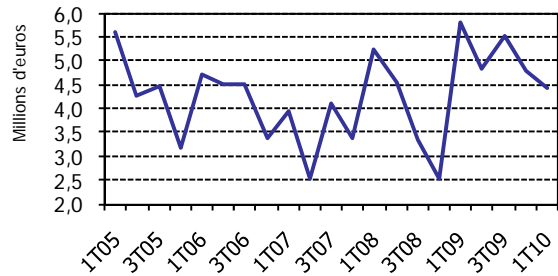
Variation en glissement annuel des actifs des entreprises



Evolution des dépôts à vue des entreprises



Evolution des placements liquides des entreprises



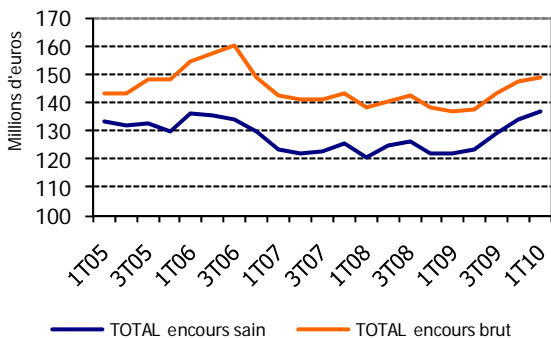
c) Les actifs financiers des autres agents

Les actifs des **autres agents** (22,897 millions d'euros) poursuivent leur repli (- 4,3% sur an soit - 1,041 million d'euros). La légère progression des *dépôts à vue* (+0,724 million d'euros) ne parvient pas à compenser la baisse des *placements liquides ou à court terme* (- 1,762 million d'euros) et des *comptes à terme* (- 1,669 million d'euros sur un an).

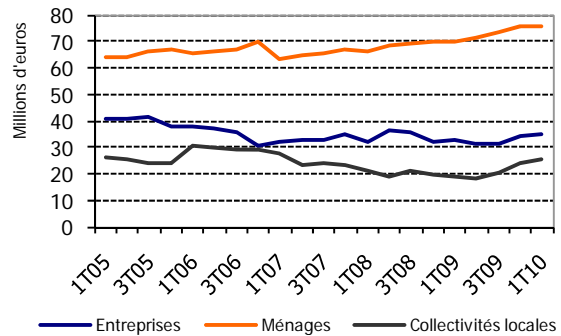
2.2. Evolution favorable des financements bancaires octroyés par les établissements de crédit

L'**encours brut total** des crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit progresse de 9,0% pour s'établir à 149,043 millions d'euros à fin mars 2010. Les créances douteuses brutes fléchissent de 16,1%, portant le taux de créances douteuses à 8,4% à la fin du trimestre (soit - 2,5 points sur un an). L'**encours sain total** affiche un accroissement de 12,0% en glissement annuel.

Evolution des encours à taux



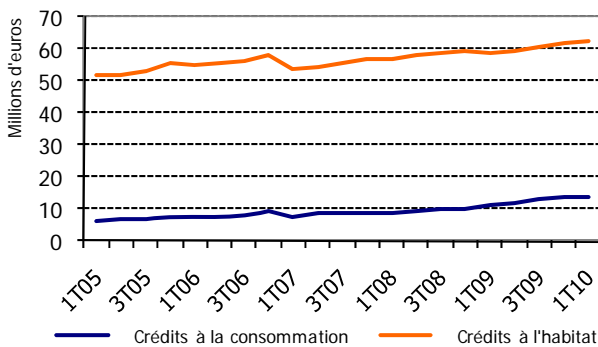
Evolution des encours sains par agent



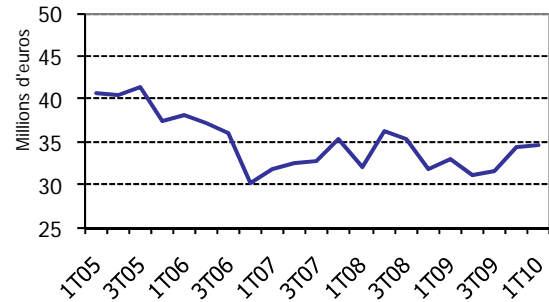
L'**encours sain des ménages**, qui s'élève à 75,853 millions d'euros à fin mars, a progressé de manière régulière depuis le 1^{er} trimestre 2008, affichant au 1^{er} trimestre 2010 un taux de croissance de 9,1% sur un an (+ 6,297 millions d'euros). Cette évolution repose, d'une part, sur celle des crédits à la consommation (+ 2,470 millions d'euros) et, d'autre part, sur celle des crédits à l'habitat (+ 3,827 millions d'euros). Les crédits à l'habitat (62,323 millions d'euros) représentent 82% de l'encours sain des ménages. Les crédits accordés aux ménages sont financés à 99 % par des établissements de crédit locaux.

Après une progression de 7,7% au 4^e trimestre 2009, l'**encours sain des entreprises** s'accroît de 5,5% sur un an (soit + 1,820 million d'euros), l'encours relatif aux établissements de crédit de la place (qui financent les entreprises à hauteur de 89%) augmentant de 4,5%. Cette progression est imputable à la hausse de 8,2% sur un an des crédits d'investissement, qui constituent 78% des encours des entreprises.

Evolution des encours des ménages



Evolution des encours des entreprises

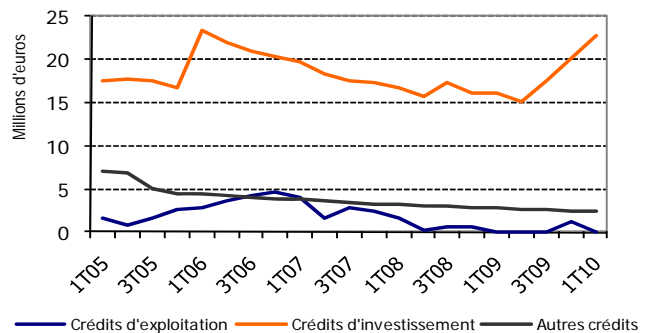


Enfin, l'**encours sain des collectivités locales** (25,184 millions d'euros) enregistre une hausse de 33,5 % sur un an (soit + 6,325 millions d'euros).

Il représente 18% de l'ensemble des crédits octroyés et est constitué à 90% de crédits d'investissement.

Les crédits d'investissement, qui s'élèvent à 22,762 millions d'euros à fin mars, s'accroissent de 6,707 millions d'euros (+ 41,8% sur un an).

Evolution des crédits aux collectivités locales

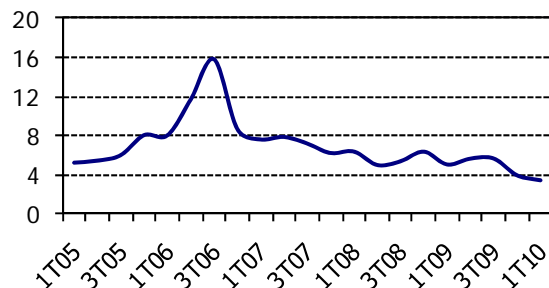


2.3. Evolution du risque de crédit au premier trimestre 2010

Les créances douteuses brutes (12,511 millions d'euros au 31 mars 2010) ont diminué de 2,405 millions d'euros en un an. Le taux de créances douteuses brutes a continué de baisser pour s'établir à 8,4% à fin mars.

Les **créances douteuses nettes** reculent de 1,621 million d'euros sur un an. Cette évolution reflète la diminution des créances douteuses nettes des entreprises (-1,718 million d'euros) alors que celles des ménages augmentent de 0,098 million d'euros.

Evolution des créances douteuses nettes



3. Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les encours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France (actuellement de 25 000 euros).

Le montant global des déclarations de risques auprès du Service Central des Risques de la Banque de France est en progression de 8,3% sur un an à 80,476 millions d'euros.

L'encours de risques le plus élevé est porté par le secteur administrations et collectivités locales qui représente 24,5% des risques de la place, soit 19,717 millions d'euros, en hausse de 23% sur un an. L'encours de la catégorie « autres secteurs » progresse fortement, notamment pour les sections « activités de services administratifs et de soutien (+4,976 millions d'euros), « santé humaine et action sociale » (+2,747 millions) et « autres activités de services » (+2,266 millions).

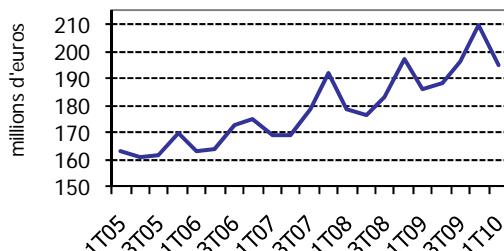
Le commerce (15% de l'encours total) enregistre une diminution significative de - 15% sur un an (- 2,117 millions d'euros). L'encours du secteur de la construction se replie également (- 26% sur un an, soit - 3,098 millions d'euros) et ne représente plus que 11 % des encours de la place (contre 16% au 1^{er} trimestre 2009). Le secteur des transports et communications (10% de l'encours total) et les activités immobilières (11% de l'encours total) se replient respectivement de 25% et de 17%.

2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

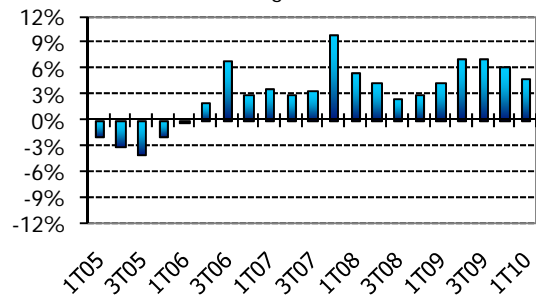
Actifs par agent	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 an	1 trim
Sociétés	14,531	13,103	13,353	20,071	17,460	20,746	21,698	25,825	18,964	8,6%	-26,6%
Dépôts à vue	9,290	8,571	9,999	17,560	11,676	15,928	16,196	21,033	14,522	24,4%	-31,0%
Placements liquides ou à court terme	5,241	4,532	3,354	2,511	5,784	4,818	5,502	4,792	4,442	-23,2%	-7,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,007	0,007	0,007	0,000	0,000						
Placements indexés sur les taux du marché	5,234	4,525	3,347	2,511	5,784	4,818	5,502	4,792	4,442	-23,2%	-7,3%
<i>dont comptes à terme</i>	5,234	4,525	3,347	2,511	5,784	4,818	5,502	4,792	4,442	-23,2%	-7,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>											
<i>dont certificats de dépôts</i>											
Epargne à long terme											
<i>dont OPCVM non monétaires</i>											
Ménages	138,492	138,949	140,082	140,827	144,822	151,104	151,913	154,887	153,259	5,8%	-1,1%
Dépôts à vue	25,811	26,419	27,002	27,342	27,069	33,490	36,144	35,284	32,106	18,6%	-9,0%
Placements liquides ou à court terme	95,968	96,152	97,298	98,162	102,985	101,839	98,139	100,958	95,901	-6,9%	-5,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	33,264	32,958	33,288	35,600	36,433	38,967	43,779	47,683	44,680	22,6%	-6,3%
<i>Livrets ordinaires</i>	27,331	26,958	27,089	29,046	29,878	32,675	37,524	41,256	38,122	27,6%	-7,6%
<i>Livrets A et bleu</i>	5,390	5,435	5,588	5,933	5,933	5,825	5,784	5,977	6,116	3,1%	2,3%
<i>Livrets jeunes</i>	0,497	0,503	0,548	0,576	0,581	0,429	0,432	0,428	0,405	-30,3%	-5,4%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>											
<i>CODEVI</i>											
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0,046	0,062	0,063	0,045	0,041	0,038	0,039	0,022	0,037	-9,8%	68,2%
Placements indexés sur les taux du marché	62,704	63,194	64,010	62,562	66,552	62,872	54,360	53,275	51,221	-23,0%	-3,9%
<i>dont comptes à terme</i>	60,583	61,196	62,020	60,599	64,589	61,029	52,743	52,176	50,122	-22,4%	-3,9%
<i>dont bons de caisse</i>	2,121	1,998	1,990	1,963	1,963	1,843	1,617	1,099	1,099	-44,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>					0,000						
Epargne à long terme	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	15,775	17,630	18,645	25,252	71,0%	35,4%
<i>Plans d'épargne logement</i>	2,039	2,073	2,077	2,164	2,016	2,182	2,180	2,253	2,364	17,3%	4,9%
<i>Plans d'épargne populaire</i>											
<i>Autres comptes d'épargne</i>											
<i>Portefeuille-titres</i>											
<i>OPCVM non monétaires</i>	5,591	4,918	4,441	3,840	3,433	4,114	5,101	5,126	5,291	54,1%	3,2%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	9,083	9,387	9,264	9,319	9,319	9,479	10,349	11,266	17,597	88,8%	56,2%
Autres agents	25,272	24,120	29,829	36,558	23,935	16,725	22,582	28,929	22,897	-4,3%	-20,9%
Dépôts à vue	16,646	13,556	19,404	26,482	16,655	11,385	17,458	23,505	17,379	4,3%	-26,1%
Placements liquides ou à court terme	8,626	10,564	10,425	10,076	7,280	5,340	5,124	5,424	5,518	-24,2%	1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,408	3,839	3,642	4,126	4,099	3,836	3,696	3,915	4,006	-2,3%	2,3%
Placements indexés sur les taux du marché	5,218	6,725	6,783	5,950	3,181	1,504	1,428	1,509	1,512	-52,5%	0,2%
<i>dont comptes à terme</i>	5,218	6,725	6,783	5,950	3,181	1,504	1,428	1,509	1,512	-52,5%	0,2%
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
TOTAL	178,295	176,172	183,264	197,456	186,217	188,575	196,193	209,641	195,120	4,8%	-6,9%
Dépôts à vue	51,747	48,546	56,405	71,384	55,400	60,803	69,798	79,822	64,007	15,5%	-19,8%
Placements liquides ou à court terme	109,835	111,248	111,077	110,749	116,049	111,997	108,765	111,174	105,861	-8,8%	-4,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,679	36,804	36,937	39,726	40,532	42,803	47,475	51,598	48,686	20,1%	-5,6%
Placements indexés sur les taux du marché	73,156	74,444	74,140	71,023	75,517	69,194	61,290	59,576	57,175	-24,3%	-4,0%
Epargne à long terme	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	15,775	17,630	18,645	25,252	71,0%	35,4%

Total des actifs financiers

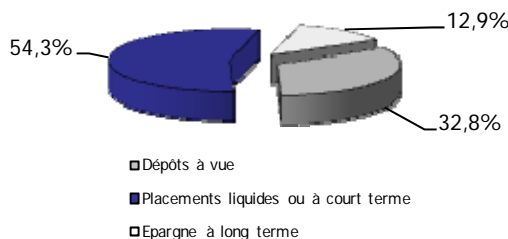
Evolution des actifs



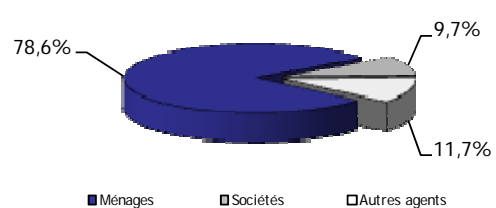
Variation en glissement annuel



Répartition des actifs financiers par nature au 31 mars 2010

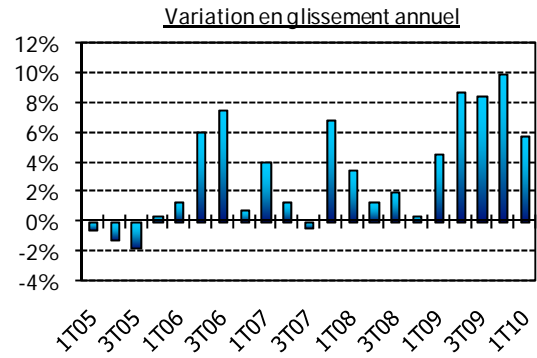
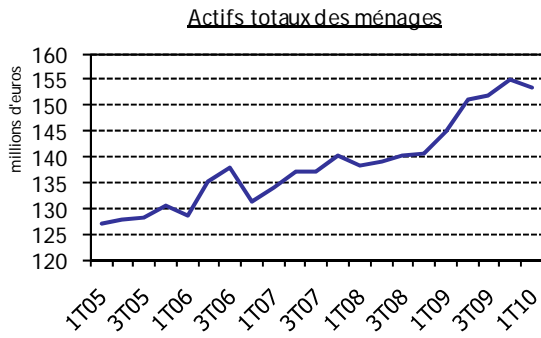


Répartition des actifs par agent au 31 mars 2010

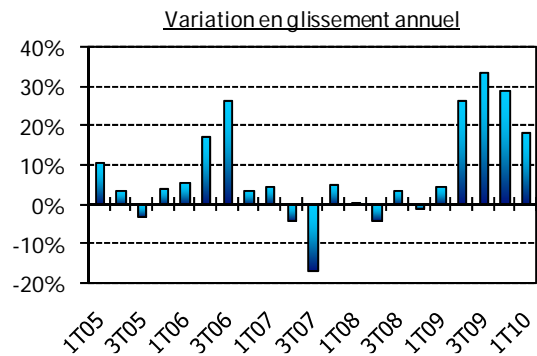
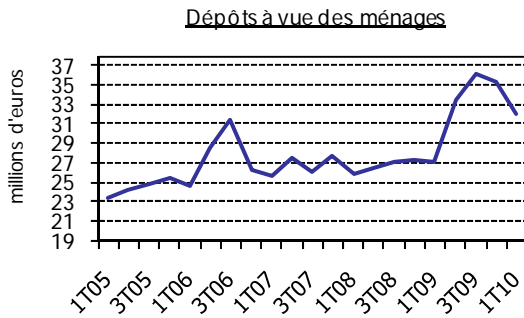


Les avoirs des ménages

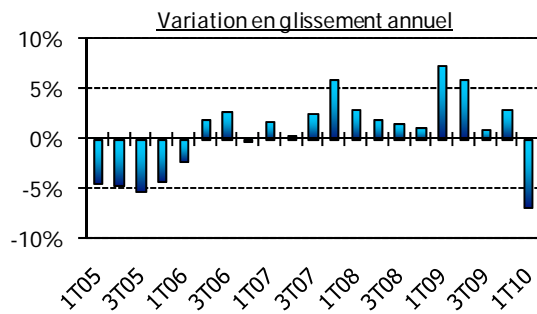
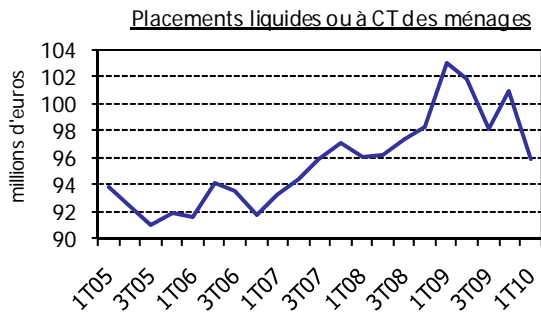
Total des actifs financiers



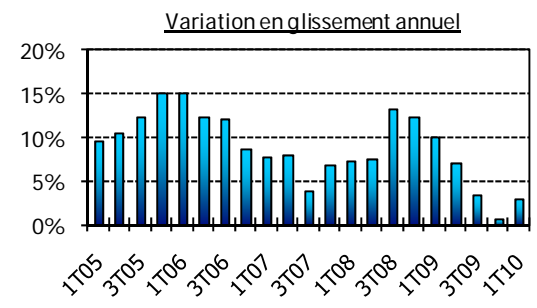
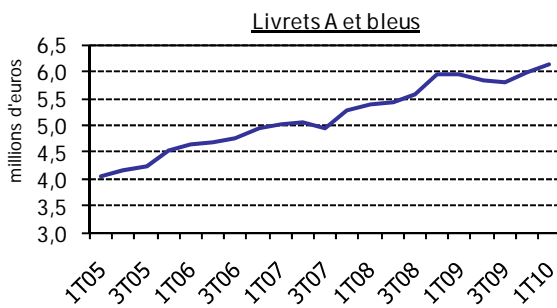
Dépôts à vue



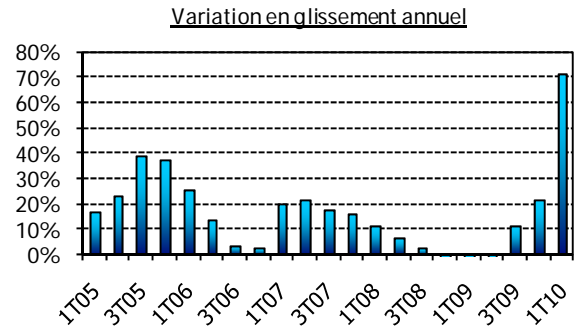
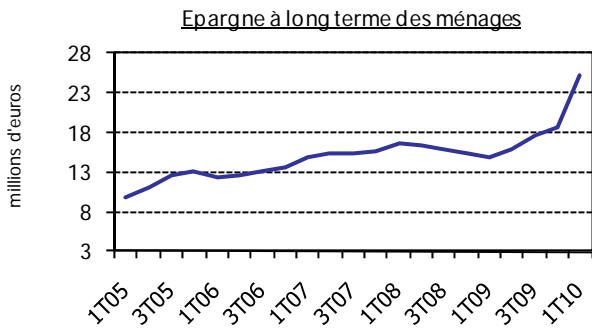
Placements liquides ou à court terme



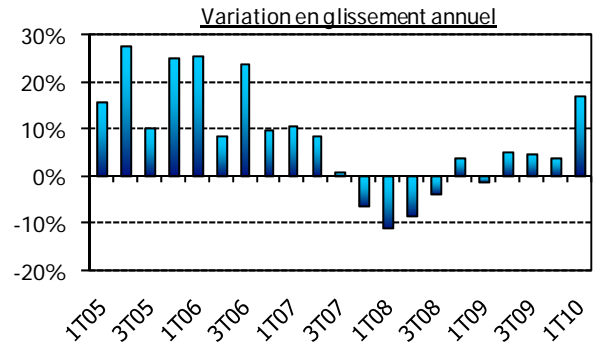
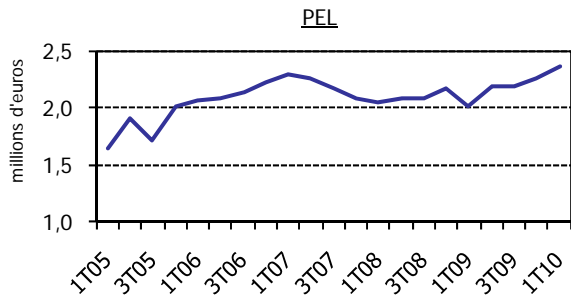
Livrets A et bleu



Epargne à long terme

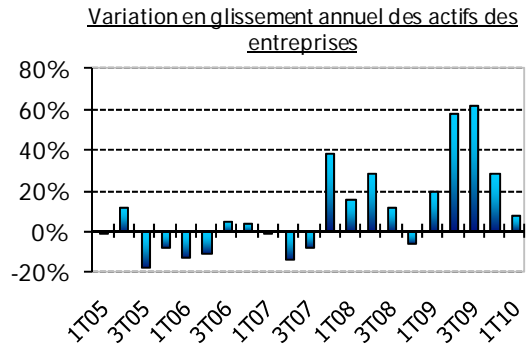
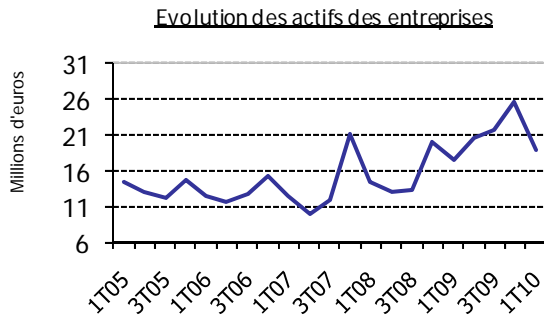


Plans d'épargne logement

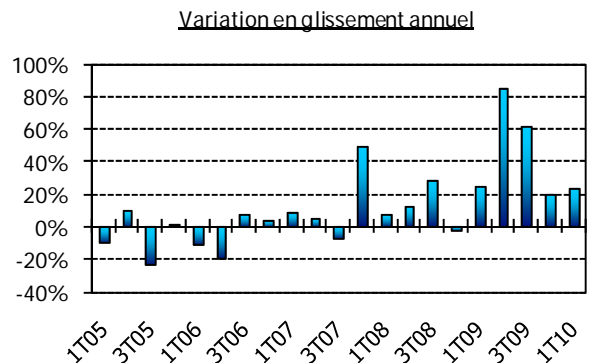
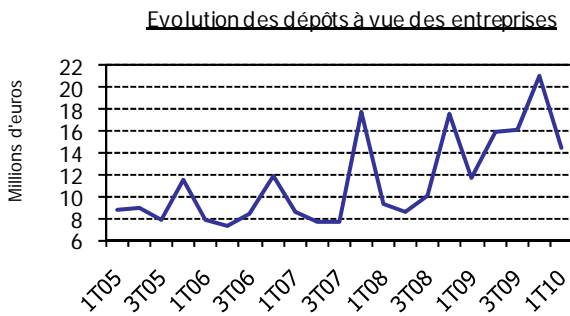


Les avoirs des entreprises

Total des actifs financiers

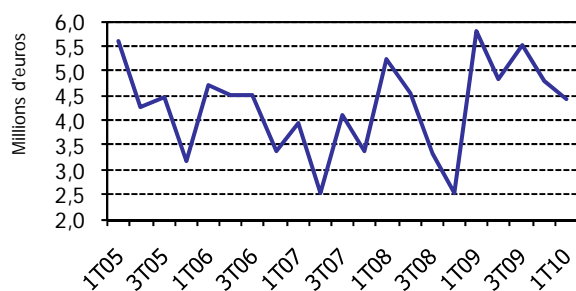


Dépôts à vue

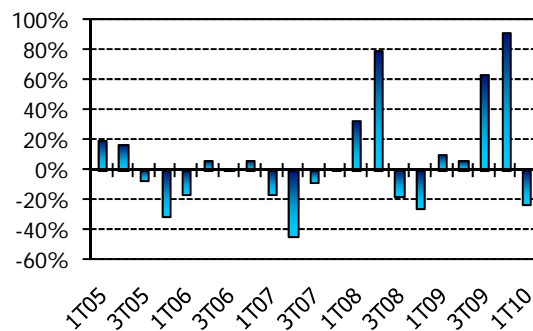


Placements liquides ou à court terme

Evolution des placements liquides des entreprises



Variation en glissement annuel



Les actifs par nature

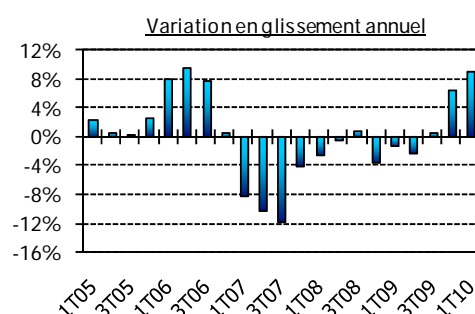
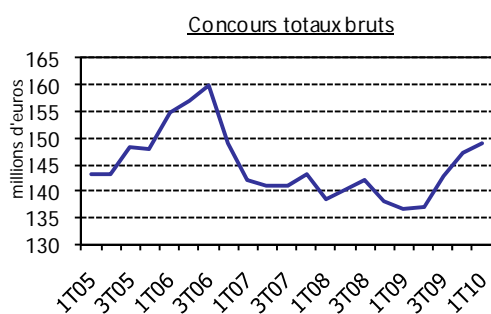
Actifs par nature	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	1 an	1 trim
Dépôts à vue	51,747	48,546	56,405	71,384	55,400	60,803	69,798	79,822	64,007	15,5%	-19,8%
Placements liquides ou à court terme	109,835	111,248	111,077	110,749	116,049	111,997	108,765	111,174	105,861	-8,8%	-4,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,679	36,804	36,937	39,726	40,532	42,803	47,475	51,598	48,686	20,1%	-5,6%
Livrets ordinaires	27,331	26,958	27,089	29,046	29,878	32,675	35,524	41,256	38,122	27,6%	-7,6%
Livrets A et bleu	5,390	5,435	5,588	5,933	5,933	5,825	5,784	5,977	6,116	3,1%	2,3%
Livrets jeunes	0,497	0,503	0,548	0,576	0,581	0,429	0,432	0,428	0,405	-30,3%	-5,4%
Livrets d'épargne populaire CODEVI											
Comptes d'épargne logement	0,046	0,062	0,063	0,045	0,041	0,038	0,039	0,022	0,037	-9,8%	68,2%
Placements indexés sur les taux du marché	73,156	74,444	74,140	71,023	75,517	69,194	61,290	59,576	57,175	-24,3%	-4,0%
Dépôts à terme	71,035	72,446	72,150	69,060	73,554	67,351	59,673	58,477	56,076	-23,8%	-4,1%
Bons de caisse	2,121	1,998	1,990	1,963	1,963	1,843	1,617	1,099	1,099	-44,0%	0,0%
Titres de créances négociables OPCVM monétaires											
Epargne à long terme	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	15,775	17,630	18,645	25,252	71,0%	35,4%
Plans d'épargne logement	2,039	2,073	2,077	2,164	2,016	2,182	2,180	2,253	2,364	17,3%	4,9%
Plans d'épargne populaire											
Autres comptes d'épargne											
Actions											
Obligations											
OPCVM non monétaires	5,591	4,918	4,441	3,840	3,433	4,114	5,101	5,126	5,291	54,1%	3,2%
Contrats d'assurance-vie	9,083	9,387	9,264	9,319	9,319	9,479	10,349	11,266	17,597	88,8%	56,2%
TOTAL	178,295	176,172	183,264	197,456	186,217	188,575	196,193	209,641	195,120	4,8%	-6,9%

3. L'endettement des agents économiques

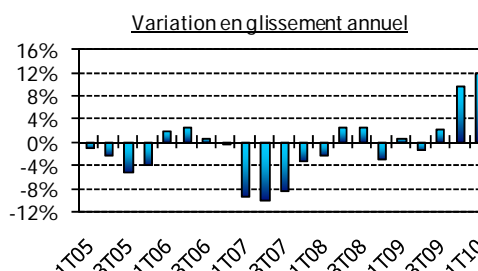
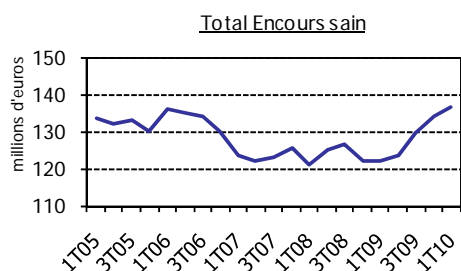
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-08	juin-08	sept-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc.-09	mars-10	1 an	1 trim
Entreprises	32,130	36,217	35,343	31,901	32,906	31,157	31,505	34,347	34,726	5,5%	1,1%
Crédits d'exploitation	15,786	19,788	18,736	16,135	7,855	7,332	8,640	6,066	7,622	-3,0%	25,7%
Créances commerciales	0,359	2,470	3,059	3,271	0,029	0,026	0,006	0,050	0,025	-13,8%	-50,0%
Crédits de trésorerie	9,495	10,152	9,635	9,371	4,475	2,724	4,673	3,641	3,542	-20,8%	-2,7%
dont entrepreneurs individuels	0,635	0,657	0,534	0,511	0,034	0,076	0,038	0,368	0,355	944,1%	-3,5%
Comptes ordinaires débiteurs	5,932	7,166	6,042	3,493	3,351	4,582	3,961	2,375	4,055	21,0%	70,7%
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	15,942	16,043	16,237	15,412	25,051	23,825	22,865	28,281	27,104	8,2%	-4,2%
Crédits à l'équipement	15,942	16,043	16,237	15,412	25,051	23,825	22,865	28,281	27,104	8,2%	-4,2%
dont entrepreneurs individuels	1,625	1,815	0,865	1,642	2,038	1,753	1,673	1,582	2,349	15,3%	48,5%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	0,402	0,386	0,370	0,354	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Ménages	66,508	68,679	69,430	69,875	69,556	71,086	73,520	75,555	75,853	9,1%	0,4%
Crédits à la consommation	8,922	9,582	10,130	10,096	11,060	11,689	12,868	13,449	13,530	22,3%	0,6%
Crédits de trésorerie	8,341	8,965	9,598	9,607	10,053	10,472	11,150	11,870	11,934	18,7%	0,5%
Comptes ordinaires débiteurs	0,516	0,553	0,469	0,427	0,946	1,156	1,659	1,521	1,596	68,7%	4,9%
Crédit-bail	0,065	0,064	0,063	0,062	0,061	0,061	0,059	0,058	0,000		
Crédits à l'habitat	56,718	58,334	58,560	59,111	58,496	59,397	60,652	62,106	62,323	6,5%	0,3%
Autres crédits	0,868	0,763	0,740	0,668	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Collectivités locales	21,446	18,994	20,998	19,561	18,859	17,868	20,102	23,686	25,184	33,5%	6,3%
Crédits d'exploitation	1,525	0,206	0,672	0,612	0,002	0,055	0,002	1,112	0,001	-50,0%	-99,9%
Crédits de trésorerie	0,720	0,006	0,620	0,612	0,002	0,002	0,001	1,100	0,000		
Comptes ordinaires débiteurs	0,805	0,200	0,052	0,000	0,000	0,053	0,001	0,012	0,001		
Crédits d'investissement	16,738	15,795	17,333	16,147	16,055	15,192	17,488	20,153	22,762	41,8%	12,9%
Crédits à l'équipement	16,738	15,795	17,333	16,147	16,055	15,192	17,488	20,153	22,762	41,8%	12,9%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	3,183	2,993	2,993	2,802	2,802	2,621	2,612	2,421	2,421	-13,6%	0,0%
Autres agents de CCB non ventilés	0,763	1,170	0,670	0,687	0,534	3,284	4,171	0,477	0,769	44,0%	61,2%
Total encours sain	120,781	125,060	126,441	122,024	121,855	123,395	129,298	134,065	136,532	12,0%	1,8%
Créances douteuses brutes	17,747	15,207	15,854	16,124	14,916	13,738	13,696	13,162	12,511	-16,1%	-4,9%
Créances douteuses nettes	6,352	4,963	5,352	6,337	5,013	5,627	5,629	3,903	3,392	-32,3%	-13,1%
dont entreprises	5,414	3,237	3,870	5,664	4,492	4,766	4,258	2,854	2,774	-38,2%	-2,8%
dont ménages	0,938	1,664	1,482	0,672	0,519	0,859	1,369	1,046	0,617	18,9%	-41,0%
Provisions	11,395	10,244	10,502	9,787	9,903	8,111	8,067	9,259	9,119	-7,9%	-1,5%
Total encours brut	138,528	140,267	142,295	138,148	136,771	137,133	142,994	147,227	149,043	9,0%	1,2%
Taux de créances douteuses	12,8%	10,8%	11,1%	11,7%	10,9%	10,0%	9,6%	8,9%	8,4%	-23,0%	-6,0%
Taux de provisionnement	64,2%	67,4%	66,2%	60,7%	66,4%	59,0%	58,9%	70,3%	72,9%	9,8%	3,6%

Encours de crédits bruts

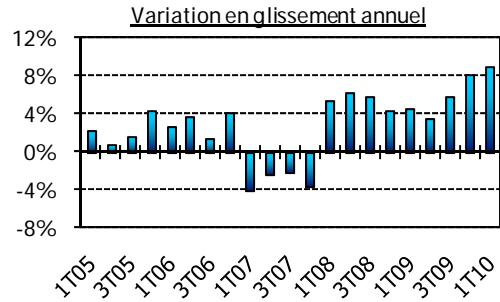
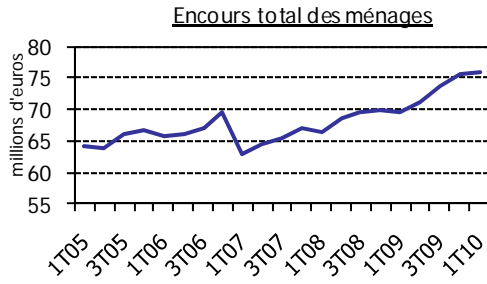


Encours de crédits sains

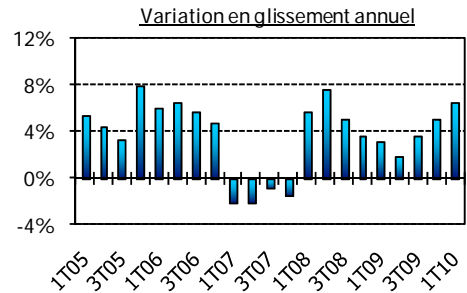
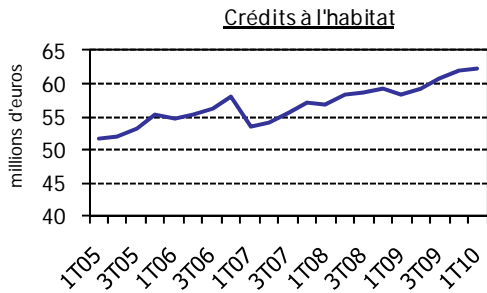


L'endettement des ménages

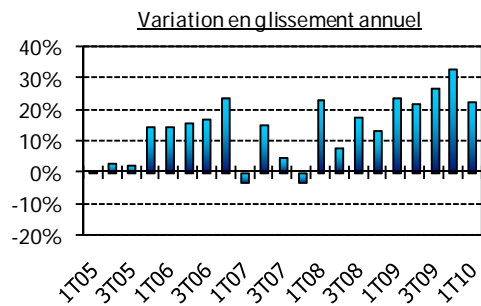
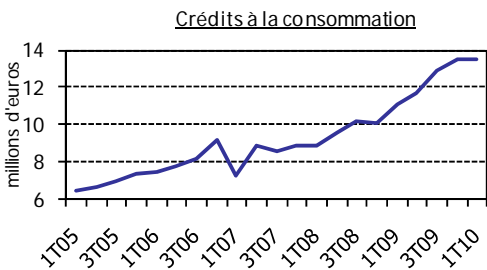
Encours de crédits sains



Crédits à l'habitat

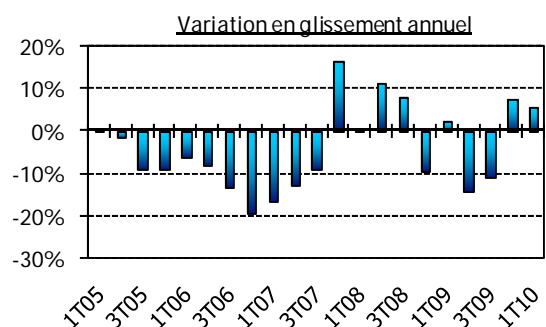
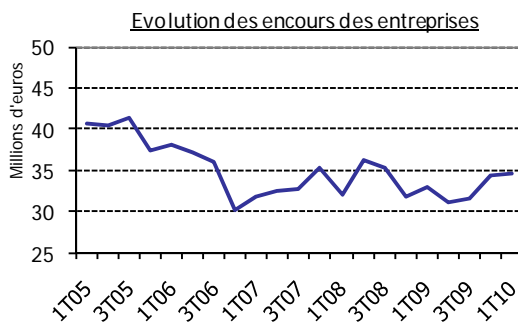


Crédits à la consommation

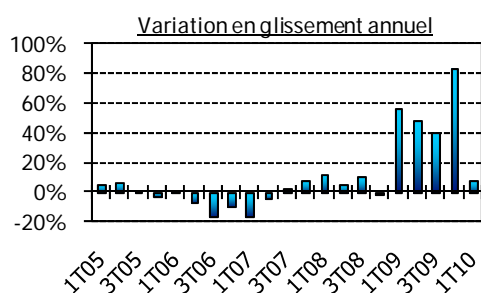
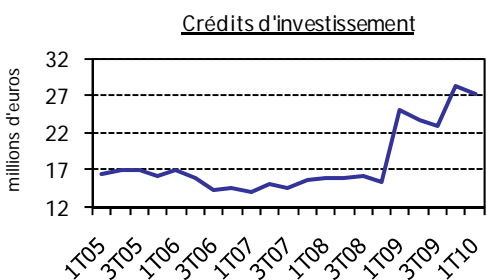


L'endettement des entreprises

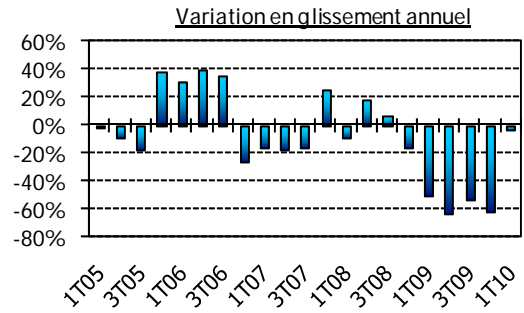
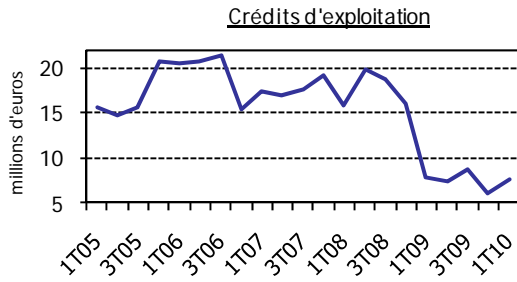
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement

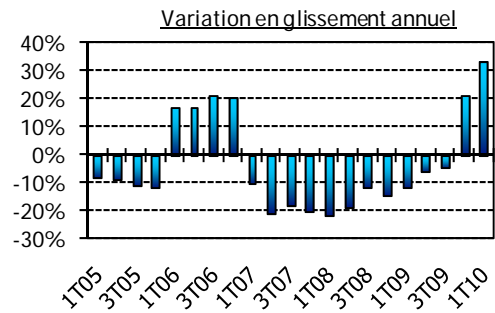
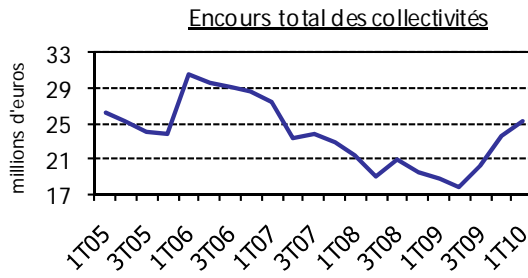


Crédits d'exploitation

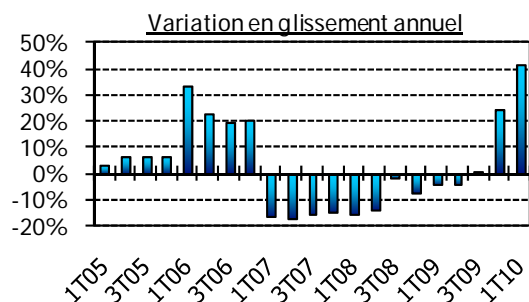
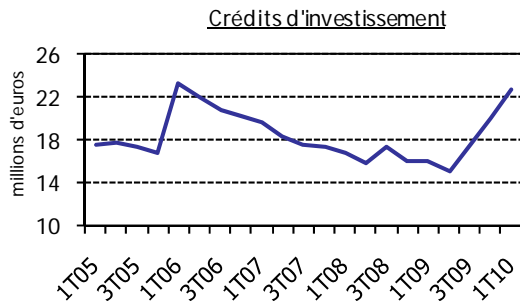


L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains



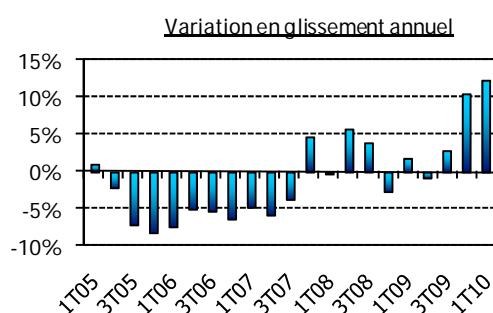
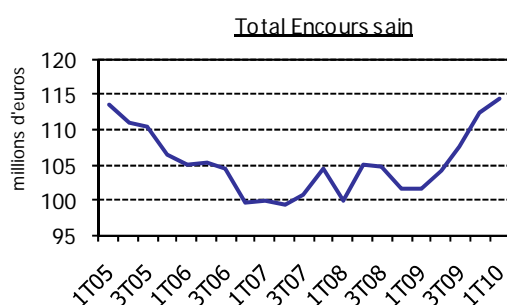
Crédits d'investissement



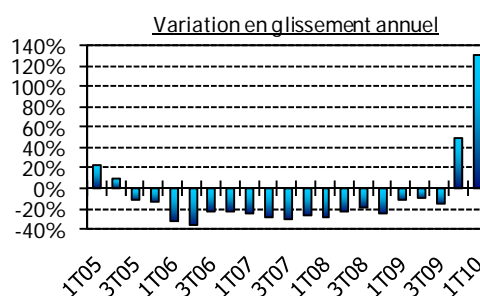
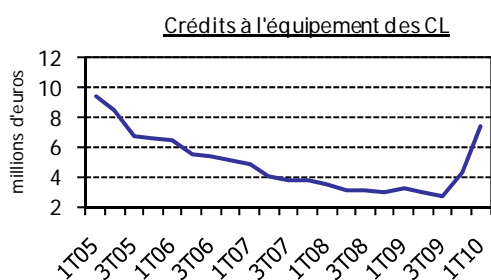
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-08	juin-08	sept-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc.-09	mars-10	1 an	1 trim
Entreprises	28,781	33,030	31,994	28,674	29,700	28,106	28,456	31,403	31,047	4,5%	-1,1%
Crédits d'exploitation	15,786	19,788	18,736	16,135	7,854	7,332	8,640	6,066	7,622	-3,0%	25,7%
Créances commerciales	0,359	2,470	3,059	3,271	0,029	0,026	0,006	0,050	0,025	-13,8%	-50,0%
Crédits de trésorerie	9,495	10,152	9,635	9,371	4,475	2,724	4,673	3,641	3,542	-20,8%	-2,7%
dont entrepreneurs individuels	0,635	0,657	0,534	0,511	0,034	0,076	0,038	0,368	0,355	944,1%	-3,5%
Comptes ordinaires débiteurs	5,932	7,166	6,042	3,493	3,350	4,582	3,961	2,375	4,055	21,0%	70,7%
Affacturage											
Crédits d'investissement	12,593	12,856	12,888	12,185	21,846	20,774	19,816	25,337	23,425	7,2%	-7,5%
Crédits à l'équipement	12,593	12,856	12,888	12,185	21,846	20,774	19,816	25,337	23,425	7,2%	-7,5%
dont entrepreneurs individuels	1,578	1,770	0,780	1,557	1,954	1,669	1,563	1,460	2,228	14,0%	52,6%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat											
Autres crédits	0,402	0,386	0,370	0,354							
Ménages	65,424	67,595	68,346	68,791	68,443	70,008	72,528	74,945	75,225	9,9%	0,4%
Crédits à la consommation	8,695	9,355	9,903	9,869	10,833	11,463	12,698	13,249	13,301	22,8%	0,4%
Crédits de trésorerie	8,114	8,738	9,371	9,380	9,826	10,246	10,980	11,670	11,705	19,1%	0,3%
Comptes ordinaires débiteurs	0,516	0,553	0,469	0,427	0,946	1,156	1,659	1,521	1,596	68,7%	4,9%
Crédit-bail	0,065	0,064	0,063	0,062	0,061	0,061	0,059	0,058	0,000		
Crédits à l'habitat	55,861	57,477	57,703	58,254	57,610	58,545	59,830	61,696	61,924	7,5%	0,4%
Autres crédits	0,868	0,763	0,740	0,668							
Collectivités locales	5,074	3,352	3,799	3,521	3,195	2,964	2,698	5,464	7,378	130,9%	35,0%
Crédits d'exploitation	1,519	0,200	0,666	0,608		0,053	0,001	1,112	0,001		
Crédits de trésorerie	0,714		0,614	0,608				1,100			
Comptes ordinaires débiteurs	0,805	0,200	0,052			0,053	0,001	0,012	0,001		
Crédits d'investissement	3,555	3,152	3,133	2,913	3,195	2,911	2,697	4,352	7,377	130,9%	69,5%
Crédits à l'équipement	3,555	3,152	3,133	2,913	3,195	2,911	2,697	4,352	7,377	130,9%	69,5%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat											
Autres crédits											
Autres agents et CCB non ventilés	0,536	1,081	0,487	0,615	0,380	3,206	4,009	0,414	0,618	62,6%	49,3%
Total encours sain	99,815	105,058	104,626	101,601	101,718	104,284	107,691	112,226	114,268	12,3%	1,8%
Créances douteuses brutes	17,518	14,978	15,624	15,899	14,705	13,533	13,493	12,961	12,312	-16,3%	-5,0%
Créances douteuses nettes	6,148	4,751	5,138	6,117	4,807	5,422	5,426	3,702	3,193	-33,6%	-13,7%
dont entreprises	5,210	3,025	3,656	5,444	4,286	4,561	4,055	2,653	2,575	-39,9%	-2,9%
dont ménages	0,938	1,664	1,482	0,672	0,519	0,859	1,369	1,046	0,617	18,9%	-41,0%
Provisions	11,370	10,227	10,486	9,782	9,898	8,111	8,067	9,259	9,119	-7,9%	-1,5%
Total encours brut	117,399	120,036	120,250	117,500	116,423	117,817	121,184	125,187	126,580	8,7%	1,1%
Taux de créances douteuses	14,9%	12,5%	13,0%	13,5%	12,6%	11,5%	11,1%	10,4%	9,7%	-2,9	-0,6
Taux de provisionnement	64,9%	68,3%	67,1%	61,5%	67,3%	59,9%	59,8%	71,4%	74,1%	6,8	2,6

Encours total de crédits sains



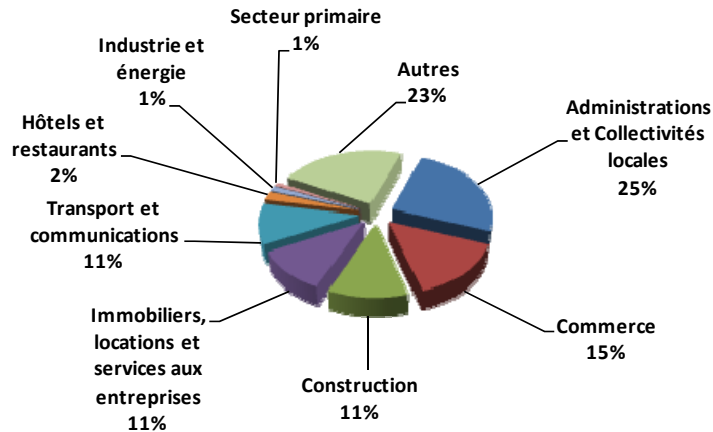
Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales



4. Les engagements bancaires

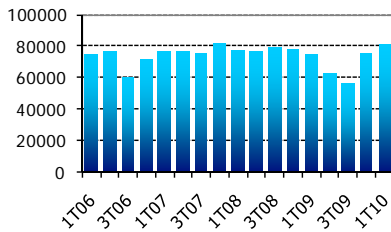
4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 31 mars 2010 (%)

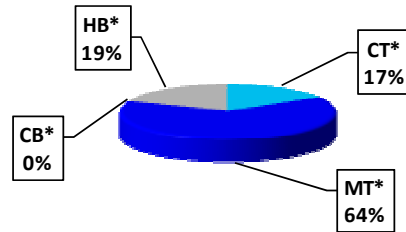


Evolution globale des risques déclarés au SCR

En milliers d'euros

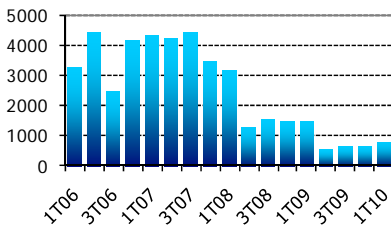


Structure (en %)

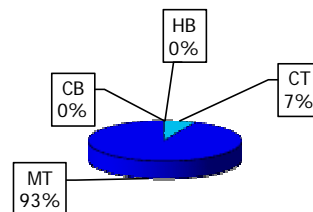


Secteur primaire

En milliers d'euros

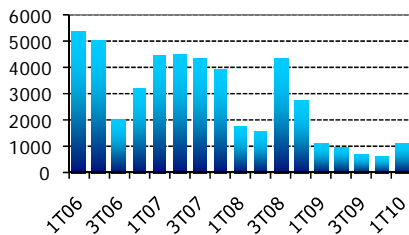


Structure (en %)

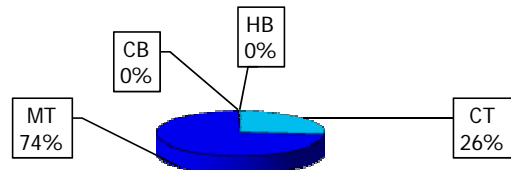


Industrie et énergie

En milliers d'euros

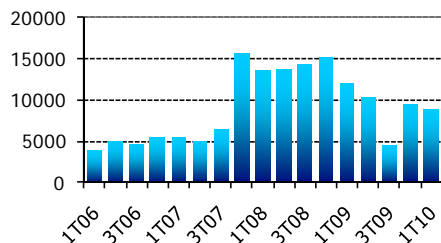


Structure (en %)

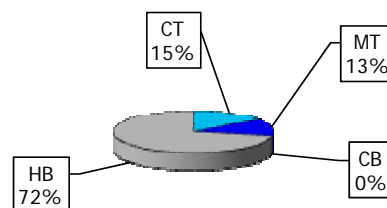


Construction

En milliers d'euros



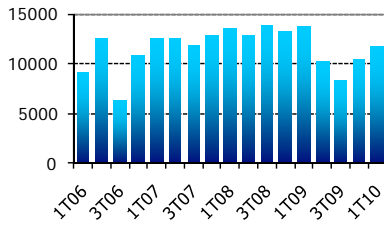
Structure (en %)



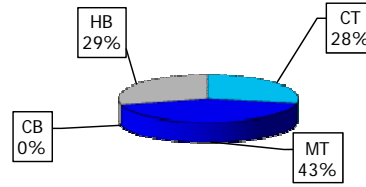
* CT : Court Terme ; MT : Moyen Terme ; CB : Crédit Bail ; HB : Hors Bilan

Commerce

En milliers d'euros

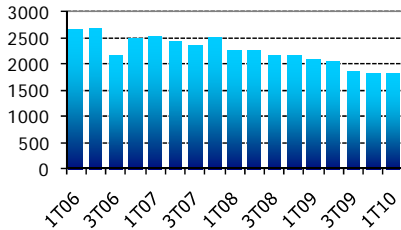


Structure (en %)

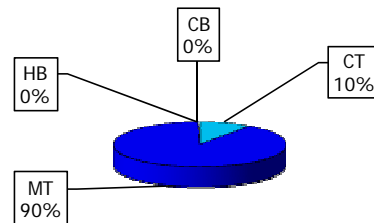


Hôtels et restaurants

En milliers d'euros

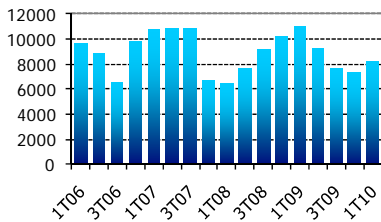


Structure (en %)

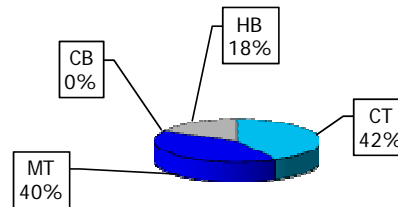


Transport et communication

En milliers d'euros

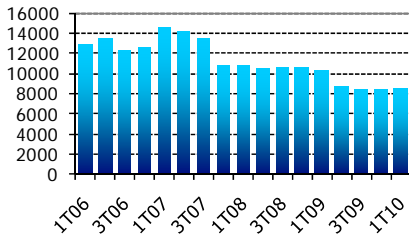


Structure (en %)

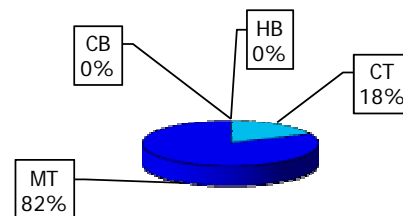


Immobiliers, locations et services aux entreprises

En milliers d'euros

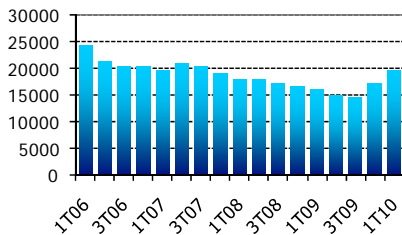


Structure (en %)

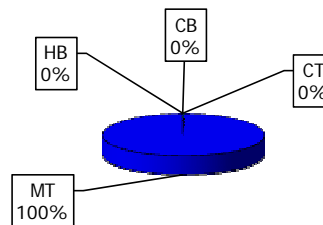


Administrations et Collectivités locales

En milliers d'euros

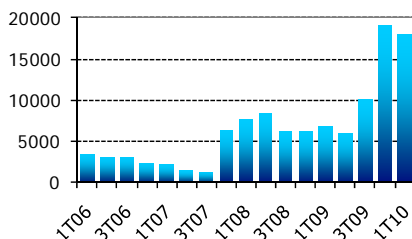


Structure (en %)

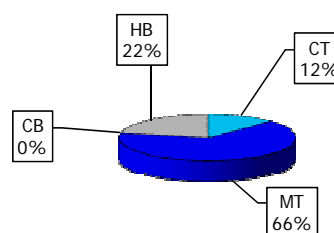


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



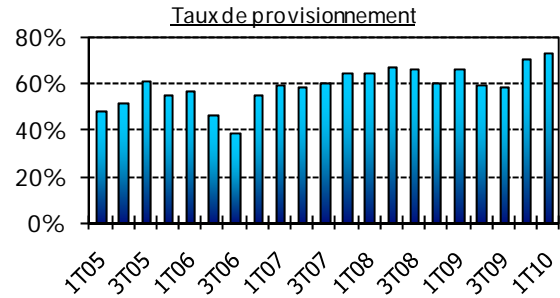
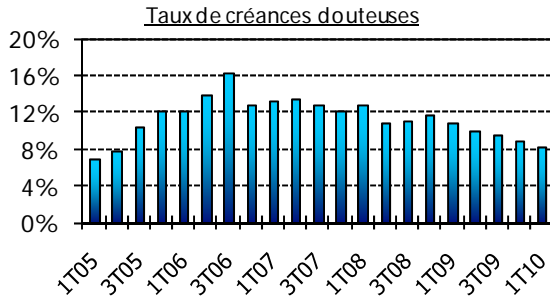
Structure (en %)



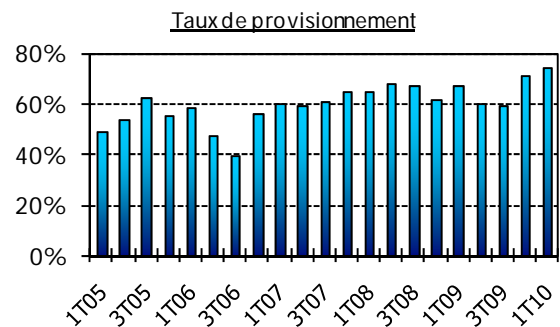
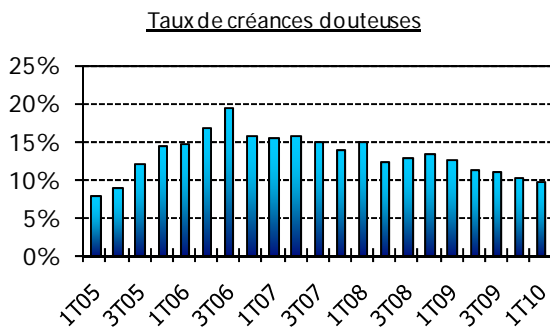
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

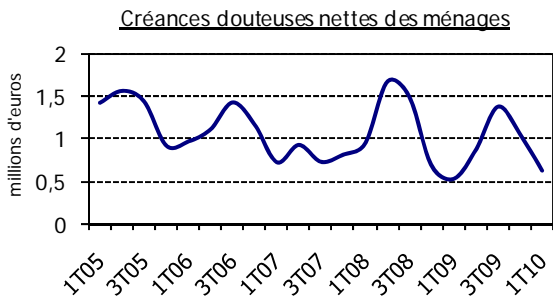


Etablissements de crédit locaux

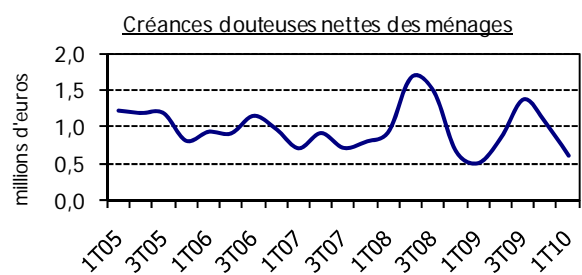


La vulnérabilité des ménages

Ensemble des établissements de crédit

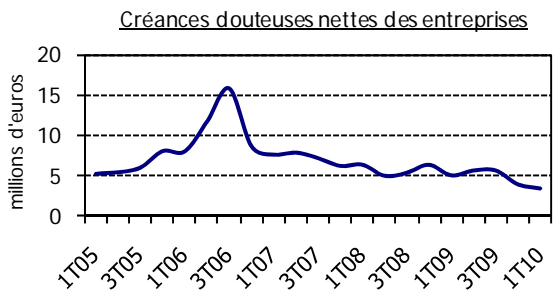


Etablissements de crédit locaux

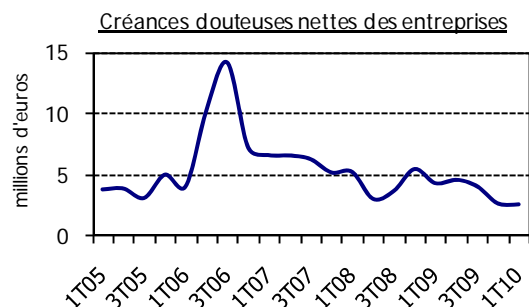


La vulnérabilité des entreprises

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



5. Rappel des taux

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/2009)	1,75%

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1^{er} août 2009)

Livrets A et bleu : 1,25%	LDD* : 1,25%	LEP : 1,75%	PEL** : 2,50%	CEL* : 0,75%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

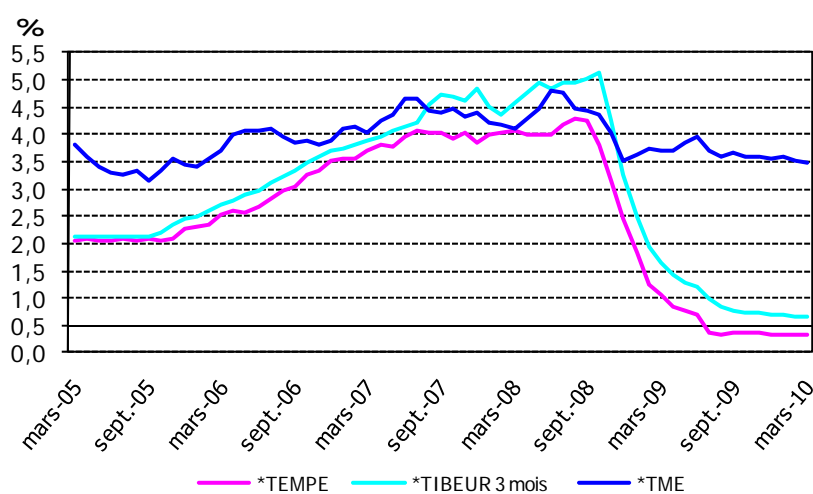
*Livret de développement durable (ex CODEVI)

**hors prime d'Etat

TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 2010 (J.O. du 11/02/10)	0,65%
Année 2009 (J.O. du 11/02/09)	3,79%

5.2 Principaux taux de marché



*TEMPE : taux européen moyen pondéré en euro ; TIBEUR : taux interbancaire offert en euro
*TME : Taux moyen des emprunts d'Etat sur 1 an

5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectifs moyens pratiqués au 1 ^{er} trimestre 2010 par les établissements de crédit métropolitains	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} avril 2010
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	4,72 %	6,29%
	- Prêts à taux variable	4,29 %	5,72%
	- Prêts relais	4,69 %	6,25%
	Autres prêts		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	16,22 %	21,63%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	14,59 %	19,45%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	6,64 %	8,85%	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	10,00 %	13,33%
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

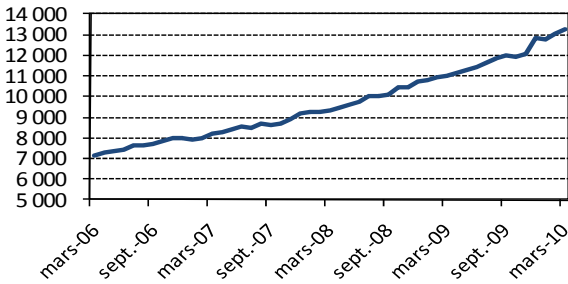
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

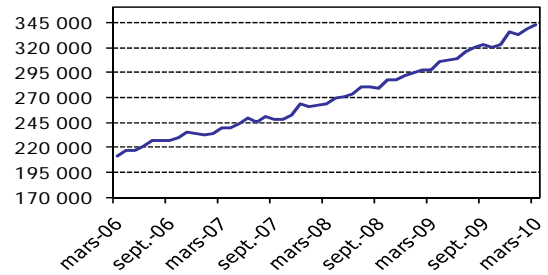
6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)

En milliers d'euros

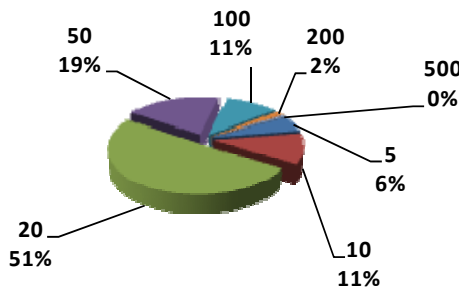


En unités

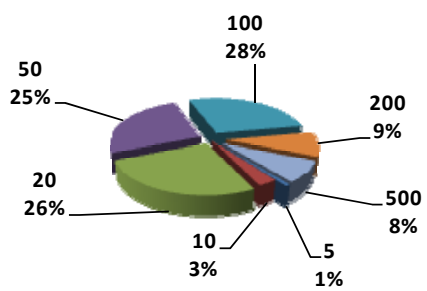


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de billets au 31 mars 2010

Répartition en volume



Répartition en valeur

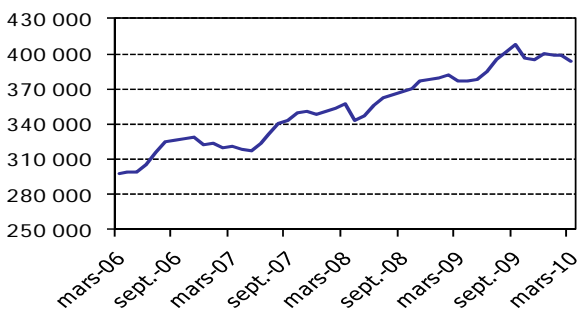


(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

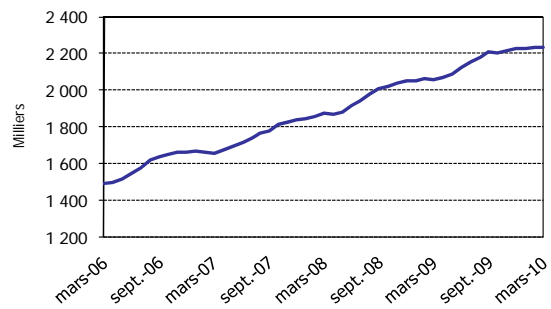
6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)

En euros

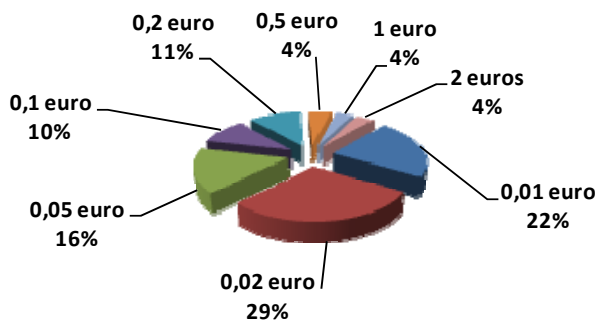


En unités

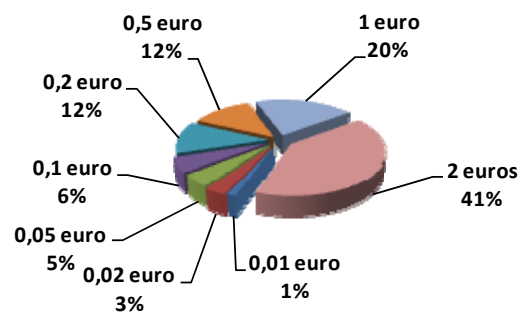


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces au 31 mars 2010

Répartition en volume



Répartition en valeur



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et les pièces retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Liste des publications

La Lettre de l'Institut d'émission
Bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire
Suivi de la conjoncture économique
Rapport annuel : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte,
Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy
Rapport annuel du siège de l'IEDOM

Les Notes de l'Institut d'émission

Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 (janvier 2007)
Enquête typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM (juillet 2007)
Evolutions statutaires et institutionnelles de l'outre-mer (septembre 2007)
La formation du produit net bancaire dans les DOM (octobre 2007)
Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (décembre 2007)
Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)
Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises en outre-mer ? (décembre 2007)
La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)
La filière des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)
Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009 (novembre 2009)
L'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités (février 2010)

Les Notes expresses (parutions 2010)

N°65 - Les caractéristiques de l'habitat en Guyane - Janvier 2010 (132.8 ko)
N°66 - L'habitat à Mayotte - Février 2010 (148 ko)
N°67 - L'année 2009 à la Martinique - Mars 2010 (101.4 ko)
N°68 - L'économie de Saint-Martin : à la recherche de ses avantages comparatifs - Mars 2010 (179 ko)
N°69 - Saint-Barthélemy : une économie fondée sur le tourisme haut de gamme - Mars 2010 (134.9 ko)
N°70 - Premier bilan économique de l'année 2009 en Guyane - Mars 2010 (130.4 ko)
N°71 - L'année 2009 à Saint-Pierre-et-Miquelon - Une inflexion qui résulte de facteurs internes - Mars 2010 (252.5 ko)
N°72 - Synthèse de l'année 2009 en Guadeloupe - Mars 2010 (83.6 ko)
N°73 - Synthèse de l'année 2009 à La Réunion - Mars 2010 (79.1 ko)
N°74 - La conjoncture à Mayotte en 2009 : ralentissement de l'activité - Mars 2010 (185.5 ko)
N°75 - L'habitat dans les outre-mer français - Avril 2010 (173.2 ko)
N°76 - L'habitat à la Martinique, un marché sous contrainte(s) - Mai 2010 (112.8 ko)

Les publications CEROM (dernières parutions)

Evaluation du PIB 2004 de Saint-Pierre-et-Miquelon, document de travail CEROM n° 4 (janvier 2007)
Les entreprises de la Martinique (juin 2007)
Les comptes économiques de la Guyane en 2006 : premiers résultats (septembre 2007)
Les comptes économiques de la Martinique en 2006 (septembre 2007)
Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe (octobre 2007)
Guyane, un développement sous contraintes (juin 2008)
Les comptes économiques de la Réunion en 2007 (juillet 2008)
Les comptes économiques de la Martinique en 2007 (octobre 2008)
Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (décembre 2008)
Les comptes économiques de la Réunion en 2008 (juillet 2009)
Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2008 (septembre 2009)
Les comptes économiques de la Guyane en 2008 (septembre 2009)
Compte satellite du tourisme à la Réunion en 2005 (décembre 2009)

Toutes ces publications sont disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

M. Nicolas MACQUERON

M. Fabrice DUFRESNE

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : M. Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : M. Fabrice DUFRESNE
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Juin 2010 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : www.iedom.fr
